Québec français

Québec français

Changement de régime

Roger Chamberland

Number 130, Summer 2003

URI: https://id.erudit.org/iderudit/55703ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print) 1923-5119 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Chamberland, R. (2003). Changement de régime. Québec français, (130), 1–1.

Tous droits réservés ${\mathbb C}$ Les Publications Québec français, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/



Changement de régime

e récent changement de régime politique à Québec risque d'avoir des incidences sur le milieu de l'éducation et de la culture et des communications. D'une part, il ne s'agit pas seulement du passage d'un parti à un autre, mais d'une façon de voir et de gérer qui, compte tenu du contexte économique dans lequel est arrivé le Parti libéral, risque d'avoir des répercussions importantes. L'argent, on le sait tous, est le nerf de la guerre et, pour plusieurs, le moteur des grandes réformes et des transformations. L'Histoire nous a appris que l'on ne change pas le monde avec des idéologies, même si à la source elles sont présentes, mais qu'il doit souvent y avoir injection de capitaux pour pouvoir réaliser de grands projets d'envergure. D'autre part, la nomination de monsieur Pierre Reid, ancien recteur de l'Université de Sherbrooke, à la barre du ministère de l'Éducation, a de quoi nous réjouir... dans l'immédiat, puisqu'il vient du milieu et que la direction d'une université et celle de la conférence des recteurs des universités du Québec (CREPUQ) qu'il a assurées de nombreuses années nous incite à penser qu'il connaît mieux que quiconque les grands enjeux de l'éducation au Québec. Cependant, il faut toujours être prudent dans ces changements de garde, car le mandarinat d'État étant ce qu'il est au Québec, on a souvent l'impression que la véritable prise de décision se fait en sous-main.

Au ministère de la Culture et des Communications, nous retrouvons madame Line Beauchamp qui, jusqu'à sa nomination le 29 avril dernier, était porte-parole de l'opposition en matière de culture et de communication. Sa promotion au titre de ministre inspire également la confiance dans la mesure où l'on peut croire que sa connaissance des dossiers dans ces domaines est à jour et qu'elle est prête à relever le défi d'une gestion ministérielle. Même si la culture et les communications n'ont pas été au centre des débats lors de la campagne électorale, on peut s'attendre à ce que la nouvelle ministre réaffirme les positions qu'elle tenait lorsqu'elle était dans l'opposition. Déjà, sa déclaration d'intention de moins investir dans les infrastructures et le béton pour mieux desservir les artistes fait plaisir à entendre. Toutefois, l'état catastrophique appréhendé des finances nous porte à croire qu'elle aura fort à faire pour défendre le niveau de son budget et maintenir, à défaut de bonifier, les programmes de subventions qui sont en place.

Comme on le constate, la performance des titulaires de ministère est souvent, voire toujours, liée à la situation économique. L'état des finances sert souvent d'écran pour freiner le développement et de rempart pour baliser l'innovation : combien de fois a-t-on vu de « beaux programmes » mourir au feuilleton ou finir sur une tablette faute d'obtenir le financement nécessaire à la réalisation de ces initiatives ? Quoi qu'il en soit, le gouvernement libéral de Jean Charest s'est engagé à soutenir la santé et l'éducation ; il faudra voir maintenant comment se concrétisera ce soutien et, surtout, à un niveau plus didactique, comment le ministre pourra donner suite à la réforme du cursus entreprise sous le précédent gouvernement. Donnons la chance au coureur ; c'est d'ailleurs ce que j'écrivais il y a quelques années en réaction aux nominations successives de François Legault puis de Sylvain Simard à la barre du ministère de l'Éducation, en espérant que l'on parviendra à faire mentir le dicton populaire qui dit que « Plus ça change et plus c'est pareil ».

Donnons la chance au coureur, en espérant que l'on parviendra à faire mentir le dicton populaire qui dit que « Plus ça change et plus c'est pareil ».



Pierre Reid Ministre de l'Éducation